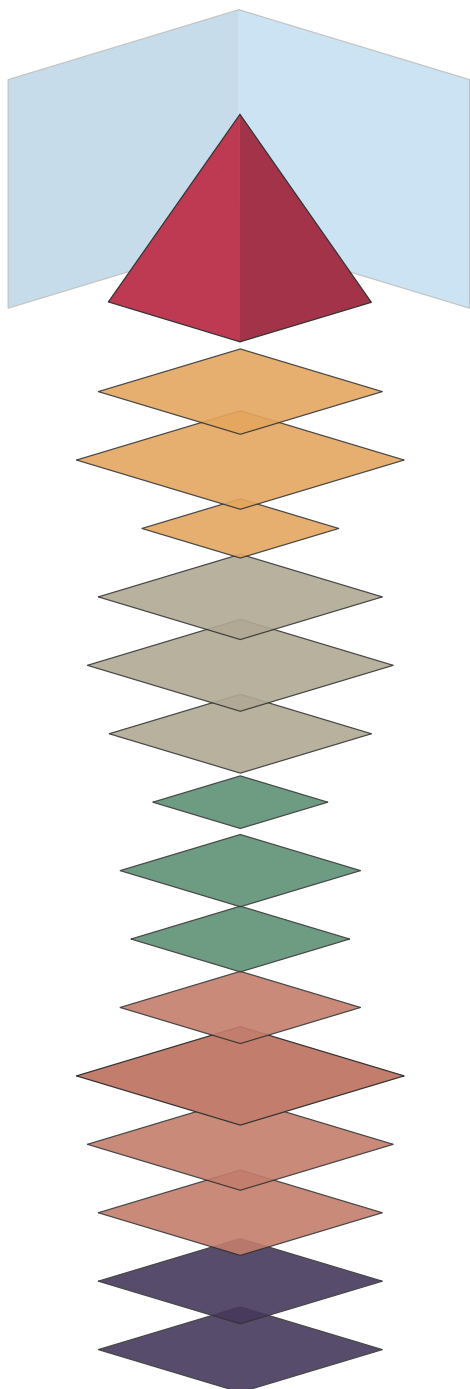




FRANCE



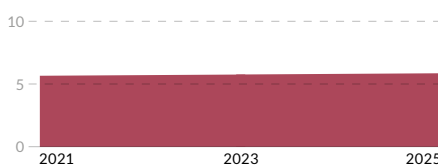
5.92 ↗0.10

SCORE DE CRIMINALITÉ

56^e sur 193 pays ↗2

6^e sur 44 pays européens ↗3

1^{er} sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

6.13 ↗0.20

TRAITE DES PERSONNES 6.50 ↗0.50

TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS 7.50 ↗1.00

RACKET D' EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 4.50 0.00

TRAFIC D' ARMES 6.50 ↗0.50

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 7.00 0.00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 6.00 ↗0.50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 4.00 0.00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 5.50 0.00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES 5.00 0.00

COMMERCE D' HÉROÏNE 5.50 ↘0.50

COMMERCE DE COCAÏNE 7.50 ↗0.50

COMMERCE DE CANNABIS 7.00 0.00

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 6.50 ↗0.50

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 6.50 0.00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 6.50 0.00



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

5.70 0.00

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 5.50 ↘0.50

RÉSEAUX CRIMINELS 6.50 0.00

ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT 3.50 0.00

ACTEURS ÉTRANGERS 7.50 ↗0.50

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 5.50 0.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis

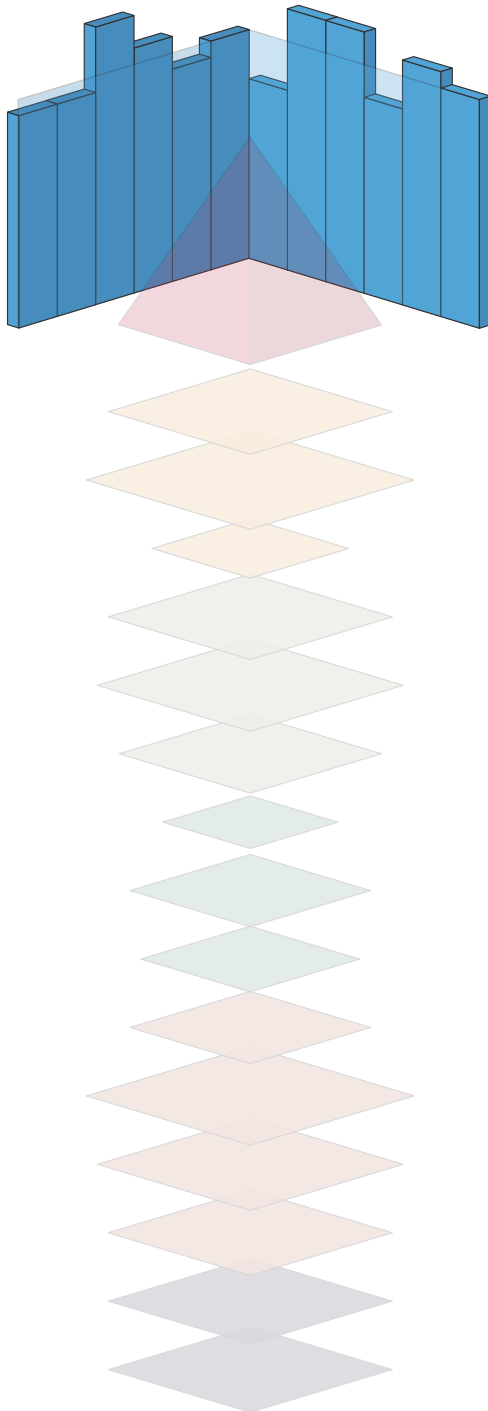


Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.



FRANCE



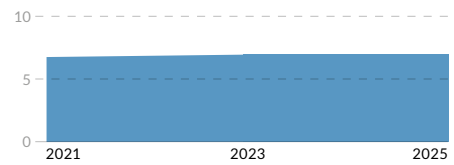
7.04 \nearrow 0.08

SCORE DE RÉSILIENCE

26^e sur 193 pays \nearrow 1

19^e sur 44 pays européens -

11^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **6.50** 0.00

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS **6.50** \searrow 0.50

COOPÉRATION INTERNATIONALE **8.50** 0.00

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **7.50** 0.00

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **6.50** 0.00

FORCES DE L' ORDRE **7.00** 0.00

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **5.50** 0.00

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT **8.00** 0.00

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **8.00** 0.00

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **6.00** \nearrow 1.00

PRÉVENTION **7.50** \nearrow 0.50

ACTEURS NON ÉTATIQUES **7.00** 0.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La France demeure une plaque tournante importante pour la traite des personnes, avec des marchés criminels bien établis impliquant des réseaux criminels organisés internationaux. Le pays sert de source, de transit et de destination pour les victimes, dont beaucoup sont soumises à l'exploitation sexuelle, au travail forcé et à la mendicité forcée. Le marché cible principalement les groupes vulnérables tels que les migrants, les enfants et les personnes en situation de précarité économique, avec un nombre croissant d'enfants victimes. La majorité des personnes victimes de la traite sont des ressortissants étrangers et sont engagées dans le commerce du sexe dans le pays. Des groupes nigériens, notamment la confrérie Black Axe et le syndicat Eiyé, ainsi que les réseaux criminels roumains, bulgares et chinois, figurent parmi les principaux acteurs de la traite des personnes et opèrent à grande échelle. Les plateformes en ligne sont de plus en plus utilisées à des fins de traite, un phénomène qui a été qualifié d'« ubérisation » du commerce du sexe. Le recours croissant à la servitude pour dettes, à la coercition psychologique et à des formes de manipulation culturelle a rendu particulièrement complexe l'impact non financier de la traite des personnes en France.

Le trafic d'êtres humains est hautement structuré et lucratif en France, qui constitue un point de transit clé pour les migrants cherchant à rejoindre le Royaume-Uni, avec des réseaux de passeurs mettant en œuvre une logistique sophistiquée, notamment des traversées de la Manche à bord de petits bateaux. Ces dernières années, les autorités ont observé une augmentation du nombre de réseaux de passeurs démantelés, ce qui témoigne de l'ampleur de ce marché. Les réseaux vietnamiens et irakiens ont renforcé leur présence, tirant parti de liens diplomatiques et s'impliquant dans des pratiques de travail forcé. Les migrants introduits clandestinement en France sont souvent exploités dans les services de livraison, l'agriculture et le travail domestique, souvent dans des conditions qui rendent floue la distinction entre le trafic d'êtres humains et la traite des personnes. Les passeurs contraignent régulièrement des migrants à transporter des stupéfiants, renforçant ainsi le lien entre le trafic d'êtres humains et le trafic de stupéfiants. L'État français a intensifié sa réponse, mais les taux de trafic toujours élevés remettent en question ces efforts. À Mayotte, les réseaux de trafic d'êtres humains ont créé une économie parallèle, les trafiquants déplaçant des personnes à travers les îles Comores et les contraignant au travail forcé et au travail du sexe. Les quartiers informels de Mayotte offrent un environnement propice à ces réseaux, ce qui complique les efforts de répression.

Le racket d'extorsion et chantage à la protection restent localisés, touchant principalement certaines régions spécifiques telles que la Corse et l'Île-de-France. Des groupes criminels organisés se sont livrés à des activités d'extorsion ciblées, en particulier dans les zones urbaines où le trafic de stupéfiants est prédominant. La Corse a connu des cas d'extorsion de type mafieux, impliquant la coercition et l'intimidation à l'encontre de chefs d'entreprise locaux. Dans certains cas, les criminels ont exigé des paiements réguliers de « protection » auprès des commerçants. Des cas d'extorsion visant des bijoutiers ont également été signalés, des groupes criminels ciblant les industries du luxe en France. Par ailleurs, les fraudes en ligne recourant à des tactiques d'extorsion ont augmenté, des individus étant contraints par chantage à verser des sommes d'argent. Malgré ces cas, aucun élément n'indique l'existence d'extorsion systémique à grande échelle, et les forces de l'ordre ont réussi à démanteler plusieurs réseaux d'extorsion de petite taille ces dernières années.

COMMERCE

Le marché français du trafic d'armes s'est développé, avec une augmentation des saisies de fusils automatiques tels que les Kalachnikovs. La violence dans les conflits urbains liés au trafic de drogue, en particulier à Marseille, est exacerbée par la disponibilité des armes à feu, les fusillades étant fréquentes. Telegram est devenu une plateforme clé pour les transactions illicites d'armes à feu. En 2024, les autorités françaises et belges ont démantelé un important réseau d'armes imprimées en 3D, illustrant l'évolution des nouvelles méthodes de trafic. Le trafic d'armes à feu en France est étroitement lié à d'autres marchés criminels, en particulier à la violence liée à la drogue, les gangs acquérant des armes pour les utiliser dans des conflits territoriaux. La présence généralisée d'armes automatiques a intensifié les affrontements entre gangs, entraînant des niveaux records d'homicides dans des villes telles que Marseille et Grenoble.

Le commerce de produits de contrefaçon constitue une activité criminelle bien organisée. Parmi les principaux centres figurent les marchés de Saint-Ouen-sur-Seine et de La Réunion, où les produits de contrefaçon, de luxe et de consommation courante, sont largement disponibles. La Chine reste le principal pays d'origine, mais la Turquie gagne également en importance. La prolifération des ventes en ligne a compliqué les efforts de répression, tandis que les grands événements internationaux tels que les Jeux olympiques de 2024 ont offert de nouvelles opportunités pour la distribution de produits de contrefaçon. L'implication de groupes criminels organisés dans la contrefaçon a conduit à une diversification des produits, qui comprend désormais des produits pharmaceutiques, des articles de luxe et même des équipements industriels. Des usines clandestines fabriquant des produits tels que des cigarettes contrefaites

ont été démantelées en France ces dernières années. Les pertes financières causées par ces activités illicites aux entreprises légitimes sont considérables, les produits de contrefaçon cassant les prix des produits authentiques et nuisant à la réputation des marques.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier le tabac, est un secteur hautement lucratif. La Tunisie a été identifiée comme un pays source, avec des réseaux de contrebande opérant entre l'Italie et la France. La forte taxation du tabac légal a alimenté la demande de produits de contrebande, entraînant des pertes financières importantes pour l'État. Le marché de la contrebande de tabac est de plus en plus lié à d'autres formes de criminalité organisée, notamment le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, car les groupes criminels utilisent les réseaux de contrebande de tabac pour blanchir les profits tirés d'activités illicites.

ENVIRONNEMENT

La France joue un rôle dans le commerce illégal du bois, principalement en tant que pays de transit et de destination. La demande de chêne en provenance de Chine a stimulé les exportations illicites, les scieries et les sociétés écrans facilitant les opérations de blanchiment. La répression reste limitée, les contrôles douaniers étant largement inefficaces. Par ailleurs, la Guyane française connaît des taux élevés de déforestation illégale liés à des réseaux criminels organisés. L'exploitation des ressources forestières contribue à une dégradation plus générale de l'environnement, affectant la biodiversité et accélérant la déforestation dans les zones protégées.

La criminalité liée à la faune est un marché illicite important, la France jouant à la fois le rôle de pays de transit et de destination. Les produits de grande valeur tels que les civelles (anguilles juvéniles), les oiseaux exotiques et les animaux de compagnie illégaux comme les caracals font fréquemment l'objet de trafic. Le rôle de la France en tant qu'acteur clé dans le commerce illégal mondial d'espèces sauvages est mis en évidence par les opérations d'envergure visant les réseaux de contrebande. Les territoires d'outre-mer français, tels que la Guyane française, offrent des conditions propices pour ces activités de trafic, en raison de leur richesse en faune et de l'existence de liaisons facilitant le transit vers la France métropolitaine et d'autres pays d'Europe. Les marchés en ligne jouent un rôle croissant dans le développement du commerce illicite d'espèces sauvages, permettant aux trafiquants d'entrer directement en contact avec des acheteurs à travers l'Europe et l'Asie.

Le secteur de l'exploitation aurifère illégale en Guyane française constitue une activité criminelle majeure, entraînant des pertes économiques importantes pour l'État français. Des mineurs illégaux brésiliens dominent l'extraction, tandis que les acteurs surinamais et chinois facilitent le blanchiment. Malgré des opérations de répression à grande échelle, l'exploitation aurifère illicite reste un problème persistant,

souvent lié à la traite des personnes et à la dégradation de l'environnement accrue. La destruction de la forêt tropicale et la contamination des sources d'eau liées aux activités minières illégales continuent de poser des risques importants pour l'environnement et la santé.

DROGUES

La France est un important pays consommateur et de transit pour l'héroïne, les voies d'approvisionnement s'étant déplacées de la Suisse vers la France sous l'influence des trafiquants d'origine albanaise. Les saisies ont augmenté, reflétant un approvisionnement régulier, bien que l'héroïne demeure moins répandue que la cocaïne ou le cannabis. Le commerce d'héroïne a contribué à des épisodes de violence locale, notamment dans les zones urbaines où les réseaux de distribution opèrent par le biais de « bendos » cachés. Le marché de l'héroïne est étroitement lié à d'autres activités criminelles, notamment le blanchiment d'argent et la traite des personnes, car les trafiquants exploitent souvent les migrants pour transporter et vendre de la drogue. Si la consommation d'héroïne en France n'est pas aussi répandue que celle d'autres substances, son impact social reste important, l'addiction contribuant à la pression sur le système de santé et à des formes d'instabilité sociale dans les zones concernées.

Le trafic de cocaïne est l'un des marchés criminels les plus lucratifs et les plus violents en France. Avec un chiffre d'affaires annuel estimé à plusieurs milliards, ce commerce alimente la violence des gangs, en particulier à Marseille, où les « narcomicides » sont en augmentation. La cocaïne entre en France via l'Afrique de l'Ouest, notamment par le recrutement de passeurs en Guyane française et par des largages maritimes. Malgré des saisies record, la cocaïne reste largement disponible, avec des niveaux de pureté élevés et des prix de détail stables. L'implication des réseaux criminels colombiens et des intermédiaires ouest-africains souligne le rôle central de la France dans la chaîne d'approvisionnement européenne en cocaïne. Dans les centres urbains, la distribution est fortement organisée, les dealers de rue utilisant des applications de messagerie cryptée et les réseaux sociaux pour stimuler les ventes. L'ampleur du marché a conduit à d'intenses conflits territoriaux entre gangs rivaux, contribuant à l'augmentation du nombre d'homicides liés à la drogue.

Le cannabis est la drogue illicite la plus consommée en France, avec environ 5 millions d'utilisateurs réguliers. Les routes de contrebande commencent principalement d'Espagne, avec des saisies de grande ampleur à la frontière franco-espagnole. Le marché est structuré en réseaux criminels hiérarchisés, les « petites mains » de bas niveau se chargeant de la distribution. La violence associée au trafic de cannabis s'est intensifiée, avec une hausse du taux d'homicides dans des villes comme Marseille et Toulouse. Outre le cannabis importé, la culture nationale s'est développée, en particulier dans les zones rurales et par le biais d'installations hydroponiques en intérieur. L'émergence d'opérations de culture organisées a conduit

certains groupes criminels à diversifier leurs activités pour inclure la production de cannabis à forte teneur en THC. Les opérations menées par les forces de l'ordre contre les réseaux de trafic ont entraîné des perturbations ponctuelles, mais la demande de cannabis reste constamment élevée. Le marché illicite français est également soumis à une pression croissante de la part des pays voisins, où les lois sur le cannabis ont été assouplies.

Les drogues synthétiques, notamment la MDMA, la méthamphétamine et la kétamine, représentent un segment en pleine croissance du marché français de la drogue. Les saisies de substances de synthèse ont fortement augmenté ces dernières années, la production provenant principalement des Pays-Bas et de la Belgique. La consommation de méthamphétamine par habitant est plus faible en France métropolitaine que dans les territoires français d'outre-mer, notamment en Polynésie. Les autorités ont du mal à lutter contre le trafic de drogues de synthèse en raison de sa nature décentralisée, avec l'apparition de laboratoires de production de petite échelle en réponse aux opérations des forces de l'ordre. Le gouvernement français a intensifié sa réponse en mettant en œuvre des opérations ciblées visant à démanteler les réseaux de trafic et à freiner la distribution.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La France est devenue une cible majeure de la criminalité cyberdépendante, les attaques par ransomware représentant une menace importante. LockBit et d'autres groupes internationaux spécialisés dans les ransomwares opèrent largement sur le territoire. Les institutions et les entreprises françaises sont fréquemment victimes de cyberattaques, ce qui a conduit à un renforcement des investissements dans la cybersécurité ainsi qu'une mobilisation accrue des forces de l'ordre.

L'essor de la criminalité financière liée aux cryptomonnaies a davantage compliqué les efforts de répression, les cybercriminels utilisant les monnaies numériques pour blanchir les produits d'activités illicites.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière en France est hautement lucrative et implique des réseaux fortement structurés. Les mécanismes de fraude fiscale sur les dividendes « Cum-Cum » et « Cum-Ex » ont impliqué de grandes banques. La fraude à la TVA à grande échelle, le blanchiment de capitaux et le détournement de fonds au sein d'entreprises demeurent très répandus. Malgré des mesures répressives importantes, les marchés criminels français restent profondément enracinés, les réseaux organisés s'adaptant aux pressions exercées par les forces de l'ordre. Les escroqueries à l'investissement et la corruption des entreprises sont également devenues des sujets de préoccupation majeurs, avec des affaires très médiatisées impliquant des multinationales et des personnalités politiques.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

La France compte un nombre modéré de groupes de type mafieux nationaux. Ces groupes privilégient la recherche de gains financiers plutôt que le contrôle territorial, ce qui les différencie des organisations mafieuses traditionnelles. Cependant, ils opèrent de manière discrète, avec un taux élevé d'infiltration dans les entreprises légitimes, et sont impliqués dans un éventail d'activités criminelles, notamment le trafic de drogue et d'armes, l'extorsion, le vol, le blanchiment d'argent, la prostitution et la traite des personnes. La Corse connaît une présence mafieuse particulièrement marquée. Ces groupes exercent une influence notable dans les sphères politiques et administratives, limitant l'efficacité du contrôle du gouvernement central. L'intimidation et la corruption sont couramment utilisées par ces organisations pour infiltrer les entreprises légitimes et les institutions publiques.

Les réseaux criminels faiblement structurés en France sont diversifiés, très adaptables et profondément ancrés dans la société. Bien qu'ils maintiennent une base locale, ils disposent fréquemment de liens transnationaux solides. Ils opèrent avec un niveau de violence élevé, se livrant à des enlèvements, des actes de torture et des assassinats afin de maintenir leur contrôle sur les activités illicites. Les centres urbains et suburbains tels que Paris et Marseille servent de pôles opérationnels majeurs, avec des connexions rurales facilitant des activités telles que la production clandestine de cigarettes. Les établissements pénitentiaires sont des terrains propices à la consolidation de collaborations criminelles, favorisant la formation d'alliance qui perdurent au-delà de l'incarcération.

Des acteurs intégrés à l'État sont présents en France et sont principalement impliqués dans des activités de blanchiment d'argent, d'évasion fiscale et de corruption. Divers responsables, notamment des personnages politiques, des fonctionnaires et des agents des forces de l'ordre, ont été historiquement impliqués dans ces crimes, souvent en lien avec des réseaux transnationaux. De récentes affaires de corruption très médiatisées ont renforcé les préoccupations concernant l'intégrité de la gouvernance.

Les acteurs de la criminalité étrangers jouent un rôle important sur les marchés illicites français. Les groupes criminels organisés d'origine albanaise sont particulièrement présents et sont impliqués dans des vols et le rapatriement de biens volés.

D'autres groupes d'Europe de l'Est sont principalement impliqués dans des opérations de skimming et de piratage de distributeurs automatiques de billets (« jackpotting »). Le démantèlement d'un groupe criminel organisé originaire des Balkans occidentaux en 2024, avec des arrestations en France et à Monaco, a révélé la structure hiérarchique de ces groupes, notamment l'existence d'un noyau dirigé par un ressortissant serbe. Des organisations criminelles d'origine arménienne sont actives en France et en Espagne, et les enquêtes sur le réseau des « voleurs dans la loi » ont mis au jour une présence arménienne importante en France,

illustrant la portée internationale de ces réseaux. L'influence économique de la mafia chinoise est significative, car sa spécialisation dans le blanchiment d'argent soutient des activités criminelles d'ampleur encore plus vaste. Les groupes criminels d'origine nigériens sont impliqués dans la traite des personnes et ont tenté de s'insérer dans le trafic de drogue, bien que leur influence reste secondaire par rapport à celle des acteurs nationaux. Les groupes mafieux italiens sont bien implantés dans le sud de la France, où ils coopèrent avec des organisations criminelles locales dans le blanchiment d'argent et le trafic de drogue. Marseille est devenue un point central de conflits territoriaux violents, avec des groupes tels que la « Mocro Mafia » (en expansion depuis sa base néerlandaise et belge), la DZ Mafia et Yoda qui contrôlent le trafic de drogue. Ces guerres de territoire impliquent souvent des tueurs à gages et des armes lourdes, entraînant un nombre important de victimes. La criminalité cyberdépendante liée à des acteurs étrangers s'est développée, avec des groupes basés en Chine tels que APT IronHusky, APT41 et APT31, menant des cyberattaques contre des entreprises et des infrastructures françaises. Des groupes de ransomware, tels que Lockean et Egregor, ont également été actifs, ciblant des

entreprises et des systèmes critiques. L'intégration croissante d'éléments criminels étrangers dans l'économie illicite française souligne la nature transnationale du crime organisé.

Les entreprises légitimes en France sont fréquemment exploitées par des organisations criminelles à des fins de blanchiment d'argent et de criminalité financière. Des secteurs tels que l'immobilier, l'hôtellerie et le commerce de détail sont particulièrement vulnérables. Des groupes criminels corses détiennent d'importants investissements dans les secteurs de l'hôtellerie et des casinos, qu'ils utilisent pour blanchir leurs profits illicites. Il a été signalé que les deux tiers des actifs immobiliers détenus par des entreprises sont détenus de manière anonyme, ce qui accroît les risques de blanchiment d'argent. Les services financiers numériques et les cryptomonnaies ont encore facilité les opérations de blanchiment d'argent, permettant aux acteurs de la criminalité de transférer des fonds au-delà des frontières en toute discrétion. Le crime organisé a également infiltré l'industrie du sport, avec des cas de matchs truqués et de corruption liés à des événements majeurs tels que les tournois de tennis du Grand Chelem.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

L'approche de la France en matière de gouvernance de la criminalité organisée a évolué, avec une attention accrue portée à la criminalité financière et à la cybersécurité. Bien que le gouvernement accorde officiellement la priorité à la lutte contre la criminalité organisée, les efforts récents ont davantage mis l'accent sur la lutte contre le terrorisme et la radicalisation. En conséquence, la criminalité organisée est parfois traitée comme une priorité de second plan, malgré son impact sur l'économie et la sécurité du pays. Le ministère français de l'Intérieur a lancé en janvier 2024 une réorganisation majeure, comprenant la création de l'Office anti-cybercriminalité au sein de la Direction nationale de la police judiciaire. Cette réorganisation visait à renforcer les capacités d'enquête en matière de criminalité cyberdépendante. Si ces mesures démontrent l'engagement de l'État dans la lutte contre le crime organisé, elles ont également suscité des critiques. La restructuration de la police judiciaire a suscité certaines inquiétudes quant à l'érosion de la séparation des pouvoirs, en particulier avec la subordination des directions départementales à l'autorité des commissaires de police qui rendent compte au préfet. En réponse à la criminalité fiscale, la France a proposé plusieurs mesures pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, notamment la levée du secret bancaire et commercial, la lutte contre l'évasion fiscale et la réduction de l'accès aux paradis fiscaux. Toutefois, les groupes d'opposition estiment que ces mesures manquent

d'ambition et ne permettent pas de lutter efficacement contre l'ampleur du problème. De même, le débat sur la politique en matière de lutte contre la drogue demeure polarisé, certains préconisant un durcissement des sanctions, tandis que d'autres, notamment le Conseil économique, social et environnemental, appelle à l'adoption d'un modèle de légalisation réglementée du cannabis.

La France a déployé certains efforts pour renforcer la transparence et la responsabilité des gouvernements, notamment par sa participation à des initiatives internationales de lutte contre la corruption, la création d'institutions indépendantes et la publication des budgets, des marchés publics et d'autres documents administratifs. Malgré ses efforts pour lutter contre la corruption, la France est confrontée à des déficits persistants en matière de transparence et de confiance du public. La perception publique d'une corruption politique généralisée, partagée par une majorité de la population, demeure préoccupante et est alimentée par des affaires très médiatisées. De plus, les efforts de lutte contre la corruption sont entravés par des contraintes budgétaires et par une attention plus forte accordée aux questions de corruption internationale qu'aux questions nationales. Le cadre de transparence est également considéré comme faible, car il ne s'applique qu'au pouvoir exécutif et exclut les entreprises publiques ainsi que les entités privées exerçant des fonctions publiques. Si certaines exceptions spécifiques sont conformes aux

normes internationales, elles ne prévoient pas de test de préjudice ni de clause de primauté de d'intérêt public, et les lois sur le secret restent en vigueur.

Les efforts de coopération internationale de la France restent importants. Le pays est partie à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée ainsi qu'à ses protocoles sur le trafic illicite de migrants, la traite des personnes et le commerce illicite d'armes à feu. La France a également joué un rôle actif au sein d'Europol, d'Eurojust et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, contribuant ainsi aux initiatives transnationales en matière d'application de la loi. Malgré cela, la coopération dans les affaires liées aux organisations mafieuses présente des lacunes, certaines sources attribuant ces difficultés à une réticence politique. Plus récemment, la France a renforcé ses efforts internationaux, notamment par la conclusion d'un accord avec l'Italie en 2024 visant à échanger des informations sur les réseaux de trafic de migrants.

La France dispose d'un cadre juridique complet pour lutter contre diverses formes de criminalité organisée, notamment le trafic de drogue, la traite des personnes, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent. Cependant, si ces dispositions juridiques sont solides, leur application reste insuffisante. Le code pénal français ne comporte pas de définition spécifique de la criminalité organisée, ce qui complique certaines enquêtes. Les praticiens ont appelé à l'introduction d'une législation similaire à la loi italienne sur les « associations de type mafieux » afin de renforcer les capacités d'enquête. Des préoccupations ont également été exprimées quant à l'équilibre entre les mesures de sécurité et les libertés civiles, en particulier à la suite de propositions législatives visant à renforcer la surveillance de l'État grâce à des bases de données interconnectées.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

La France dispose de huit juridictions interrégionales spécialisées (JIRS) consacrées à la criminalité organisée, à la criminalité financière et aux infractions économiques complexes. Ces juridictions fonctionnent avec des magistrats spécialisés et recourent à des outils d'enquête étendus, notamment des techniques d'écoute téléphonique et d'infiltration. Toutefois, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne les restrictions juridiques encadrant la poursuite d'infractions commises en dehors du territoire français. Par ailleurs, des préoccupations persistent quant à l'indépendance judiciaire, car les procureurs sont nommés par le ministre de la Justice, ce qui soulève des risques de conflits d'intérêts. Le système pénitentiaire français est confronté à des difficultés importantes, avec un taux d'occupation de 119 % qui entraîne des risques en matière sanitaire et sécuritaire, limitant la capacité des forces de l'ordre à prévenir les activités illicites au sein des établissements. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné à plusieurs reprises la France pour des conditions de détention qui violent les normes en matière de droits de l'homme. Bien

que des efforts aient été faits pour améliorer la gestion des prisons, la surpopulation et l'insuffisance des installations restent des problématiques pressantes.

Les actions des forces de l'ordre dans la lutte contre le crime organisé sont multiples, avec des unités spécialisées ciblant le trafic de drogue, la criminalité financière, la criminalité cyberdépendante et la traite des personnes. La Direction centrale de la police judiciaire a enregistré des résultats notables dans la lutte contre la contrefaçon et le trafic de drogue, tandis qu'une unité d'intervention spécialisée, le Groupe d'intervention, de recherche, d'assistance et de dissuasion (communément appelé RAID), a joué un rôle clé dans la lutte contre la criminalité violente et le terrorisme. Néanmoins, la coordination entre les différentes agences s'est avérée difficile, et des critiques ont remis en question l'efficacité des opérations lorsqu'il s'agit de démanteler durablement des groupes criminels organisés. Les efforts déployés par les forces de l'ordre pour lutter contre la traite des personnes ont été entravés par l'absence d'un mécanisme national d'orientation, ce qui limite l'identification et la protection des victimes.

La position de la France au sein de l'espace Schengen présente des défis en matière d'intégrité territoriale, en particulier notamment pour prévenir le trafic de biens illicites. La Guyane française est devenue un point de transit clé pour le trafic de cocaïne, tandis que les zones frontalières avec l'Italie et l'Espagne restent des points sensibles pour le trafic d'êtres humains. Le gouvernement a réagi en renforçant les opérations conjointes avec les pays voisins, mais des préoccupations quant à la corruption et à l'influence du crime organisé au sein de certaines infrastructures de transport et de commerce.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La France dispose d'un cadre solide en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, renforcé par sa conformité aux standards internationaux établis par le Groupe d'action financière. La cellule de renseignement financier du pays, le Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins, joue un rôle essentiel dans l'analyse de la criminalité financière et le traitement des renseignements liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. Néanmoins, le blanchiment d'argent par le biais de l'immobilier, des jeux d'argent et des services financiers numériques reste très répandu. En octobre 2024, les autorités françaises ont saisi pour 70 millions d'euros d'actifs de luxe liés à des hommes d'affaires russes dans le cadre d'une importante enquête sur le blanchiment d'argent.

L'environnement réglementaire économique en France reste fortement structuré, l'intervention du gouvernement ayant historiquement façonné des secteurs majeurs tels que les transports, les télécommunications et l'énergie. Selon les indicateurs de l'OCDE, l'économie française est en effet

considérée comme plus réglementée que celle de nombreux autres pays de l'Union européenne. Des efforts récents ont été déployés afin de simplifier les processus réglementaires et accroître la concurrence sur les marchés. Cependant, l'équilibre entre déréglementation économique et sécurité financière reste difficile à atteindre, en particulier dans les secteurs vulnérables au crime organisé, tels que la finance et les plateformes numériques.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

La France apporte un soutien public et privé aux victimes de la criminalité organisée, notamment à travers 192 associations locales d'aide aux victimes réparties sur l'ensemble du territoire. Ces organisations bénéficient de financements du ministère de la Justice et travaillent en coordination avec les forces de l'ordre. Par ailleurs, l'Institut français d'aide aux victimes et de médiation assure la coordination nationale de ces structures. La France a mis en œuvre diverses mesures visant à renforcer la prise en charge des victimes, notamment des programmes de protection des témoins. Toutefois, les ressources allouées à l'aide aux victimes demeurent relativement limitées. Malgré la solide réputation de la France en matière de défense des droits, le pays accuse un retard par rapport aux autres pays européens en ce qui concerne le niveau de financement consacré à ce domaine. L'obtention du statut de réfugié pour les victimes de la traite reste également difficile, l'accès aux structures d'hébergement et aux services de protection pour les victimes demeurant insuffisant. En France, l'attitude nationale à l'égard des usagers de stupéfiants et des victimes de la criminalité évolue progressivement vers une approche axée sur la santé publique. Les dispositifs de soutien incluent des services dédiés aux victimes d'extorsion, une indemnisation par le Fonds de garantie des victimes et des réformes prévues pour les cas de soumission chimique, notamment la mise à disposition de kits de test gratuits et la simplification des procédures de dépôt de plainte à l'hôpital d'ici 2025.

La France est très proactive dans la lutte et la prévention de la criminalité organisée aux niveaux européen et international, notamment grâce à l'adoption de plusieurs stratégies nationales de prévention pour des menaces spécifiques telles que le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et les menaces cybernétiques. Toutefois, les programmes de formation destinés aux fonctionnaires en matière de prévention de la criminalité organisée restent insuffisants. En 2024, le pays a mis en place un plan global pour lutter contre le trafic de drogue et la violence des gangs, qui prévoit une présence policière accrue, des renforts judiciaires et des mesures plus strictes de lutte contre le blanchiment d'argent. Les nouvelles mesures nationales comprennent également la création d'une unité de coordination, l'extension des tribunaux spécialisés et l'augmentation des effectifs de police et d'enquêteurs à Marseille, principal foyer d'activité liée aux gangs. Enfin, la France a réalisé des progrès notables dans la lutte contre la criminalité financière grâce à un renforcement de la législation, à des actions ciblées des forces de l'ordre et à une coopération internationale accrue.

La France dispose d'une société civile forte, avec des médias indépendants et des journalistes d'investigation qui jouent un rôle important dans la mise au jour de faits de criminalité organisée et de corruption. En revanche, la concentration des médias et les conflits d'intérêts au sein des réseaux audiovisuels publics constituent des facteurs de risque notables. Des militants anti-mafia en France affirment que la société civile manque de sensibilisation aux enjeux liés au crime organisé. Les journalistes qui couvrent le crime organisé ont signalé des cas de violence et d'intimidation policières, reflétant des tensions sociétales plus larges concernant la liberté de la presse.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.